

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

- FEVRIER 1965 -

SOCIALISME A GOGO

En lisant la presse bourgeoise, les revues dites de gauche et même certains bulletins révolutionnaires, en écoutant la radio ou la télé, on est agréablement surpris d'apprendre qu'en 1965 près de la moitié du monde semble être composée de pays appelés " socialistes ".

Depuis longtemps, nous savions que les peuples de l'Est, ceux d'Europe Centrale et enfin le peuple chinois avaient eu le privilège d'accéder au camp "socialiste" grâce à des chefs au génie incomparable mais que la mort ou la disgrâce transforment fâcheusement en criminels ou en incapables.

Aujourd'hui, toujours sous la conduite de guides éclairés et bienveillants, l'Algérie et la Tunisie construisent le socialisme, Cuba l'édifie et chaque semaine nous apprenons qu'un dirigeant d'Afrique ou d'Asie vient de décider, lui aussi, la construction de ce socialisme qui, autrefois, faisait tant peur aux bourgeois. On se demande même si, un de ces quatre matins, Charlot ne va pas nous annoncer que l'U.N.R. en a entrepris la construction avec le P.C.

Les variétés de socialisme sont d'ailleurs nombreuses, chacun ayant le sien, bien à lui, qualifié d'autoritaire ou de démocratique, d'Etat ou gestionnaire, bref chacun paraît éprouver un malin plaisir à se distinguer du voisin non seulement sur la nuance, mais aussi sur la quantité. A l'Est, c'est du socialisme à 99,9%, du vrai, en marche vers le communisme, d'autres n'en sont qu'à 80%, voir 50% et les tard-venus, tels Cuba ou l'Algérie, amassent péniblement leur pourcentage quotidien.

Face à ce flot envahissant de pays se prétendant socialistes et que tout le monde présente comme tels, alors qu'ils ressemblent comme deux gouttes d'eau à des pays capitalistes, les travailleurs hésitent et ne démêlent pas toujours le vrai du faux. Si le rôle de la propagande capitaliste est de jeter la confusion dans l'esprit des travailleurs, notre rôle est de la dépasser sans pitié.

Aujourd'hui, en aucune partie du monde, ni à l'Est, ni à l'Ouest, n'existe de pays socialiste. Mais, au contraire, partout, en U.R.S.S. comme aux U.S.A., en France comme en Chine, les

.../...

travailleurs sont exploités par une classe dirigeante qui possède les moyens de production, qui détermine l'organisation et la valeur du travail de chacun, qui fixe les objectifs et la planification de toute la société. Partout, le travailleur qu'il soit américain, russe, français ou chinois, algérien ou cubain, vend sa force de travail contre un salaire pendant un temps donné. Que celui à qui il vend sa force de travail soit un bourgeois à l'ouest ou un représentant de la bureaucratie à l'est, ne change absolument rien à son sort; il reste un prolétaire exploité, soumis aux cadences de la production, soumis aux décisions des dirigeants de la société qu'ils s'appellent JOHNSON ou KOSSYGUINE, DE GAULLE ou MAO, BEN BELLA ou CASTRO, qui possèdent l'appareil d'Etat, l'armée et la police pour encadrer les travailleurs et les mater s'il le faut. Partout, le monde est partagé en deux classes dont l'une, possédant capital et pouvoir, exploite l'autre qui produit toutes les richesses.

Heureusement, les événements de ces dernières années dans les pays du camp dit socialiste ont ouvert les yeux à beaucoup de travailleurs et rares sont ceux maintenant qui n'ont pas compris que l'exploitation de la classe ouvrière y est au moins aussi féroce qu'à l'ouest.

Mais il se trouve encore des travailleurs pour penser qu'un pays peut être légèrement socialiste, disons à 10% ou à 30%, et progressivement devenir complètement socialiste. Cette confusion est savamment entretenue par toutes les têtes pensantes de la planète.

Or, croire que les dirigeants, d'où qu'ils soient, vont gentiment et peu à peu cesser de nous exploiter, par bonté d'âme, ou bien qu'il est possible de grignoter le pouvoir du Capital, comme une souris mange du fromage, de le digérer doucement et de le remplacer simplement et peu à peu par un soit-disant "socialisme", c'est accep-

ter la propagande de ceux qui ont intérêt, pour maintenir leur propre pouvoir, à masquer aux travailleurs ce qu'est véritablement le socialisme.

Le socialisme, c'est la gestion de la société toute entière par les travailleurs, par les travailleurs eux-mêmes, ce qui exclut radicalement tous les dirigeants, les chefs, les partis, les bonzes, ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs. Or ceci n'existe nulle part au monde.

Lorsque les travailleurs imposeront leur domination sur le Capital, c'est-à-dire posséderont les usines, les chantiers, les bureaux, bref toute la société, qu'ils décideront eux-mêmes, sans dirigeant d'aucune sorte, du lieu de leur travail, de la façon dont ils veulent organiser ce travail et la société toute entière, alors seulement le socialisme se bâtira.

Mais, de même que l'eau ne se marie pas avec le feu, l'un ou l'autre s'éliminant nécessairement, capitalisme et socialisme ne peuvent pas coexister, même pacifiquement, dans un même pays, ni à 10%, ni à 30%, ni même à 0,1%. Ou c'est l'un ou c'est l'autre qui existe et tous les mensonges actuels n'y changeront rien.

Par contre, nous voyons maintenant qui a intérêt à appeler "socialisme" ce qui ne l'est pas. Dans les pays de l'est, il est nécessaire pour les dirigeants bureaucrates de faire croire aux travailleurs de leur propre pays qu'ils vivent le socialisme. Ils empêchent ainsi toute prise de conscience de la véritable nature de leur exploitation et paralysent la lutte de classe tout en entretenant la confusion chez les travailleurs des autres pays.

Quant aux capitalistes de l'ouest, ils ont tout intérêt à appeler socialistes des pays où les dirigeants tout-puissants disparaissent comme des pantins, où les travailleurs sont aussi bien exploités qu'à l'ouest sans avoir les quelques avantages arrachés à

.../...

la bourgeoisie (comme le droit de grève). Ainsi ils dégoûtent à peu de frais les travailleurs de ce soi-disant socialisme qui n'hésite pas, quand il le faut, à faire fusiller ses propres ouvriers.

Aussi, entretenir consciemment ou non cette propagande, c'est faire le jeu de ceux qui nous exploitent, quel que soit le nom dont ils s'affublent.

encore un bon apôtre

De Monsieur MASSE, Commissaire général du Plan :

" Toutes les fois qu'il existe des réserves suffisantes de travailleurs sans emploi relativement bien réparties dans toutes les qualifications et dans toutes les régions, l'offre d'emploi peut se formuler avec précision, avec l'espoir de trouver dans la masse des travailleurs sans emploi, le travailleur de la qualification requise. Au contraire, le plein emploi crée dans la répartition de la main-d'oeuvre entre les entreprises et les qualifications, de fortes viscosités et, par conséquent, une mauvaise adaptation des qualifications aux fonctions... Dans ces conditions, le plein emploi n'est jamais l'emploi parfait, le bon emploi... "

Bien sûr, l'emploi parfait, c'est plutôt celui où il existe un bon chômage, où les travailleurs sans emploi et sans ressources sont prêts à accepter n'importe quel travail, n'importe quel horaire, n'importe quelles cadences, n'importe quels salaires, dans la région parisienne, le sud-ouest ou le nord, en somme partout où on a besoin d'eux.

Où l'on a besoin d'eux? Ce n'est même pas tout à fait vrai. La question n'est en effet même pas de savoir quels sont les besoins réels de l'industrie. Officiellement, c'est pourtant toujours l'explication qu'on donne: un secteur manque de commandes, il faut réduire la production et le personnel; une crise sévit sur le marché international, on licencie avec de bonnes promesses; là on décentralise, ici on concentre, il faut donc déplacer la main d'oeuvre, la faire partir de là où elle n'est plus rentable, la faire aller là où elle sera utile. Dans tout cela, on ne demande jamais l'avis des intéressés. On ne leur demande d'ailleurs pas non plus ce qu'il faudrait produire, ni comment, ni où; tout le comportement des dirigeants vise à assurer leur domination et pour cela à réduire les travailleurs au rang de robots dociles qui exécutent passivement tout ce qu'on leur ordonne.

La lutte des patrons contre les "viscosités" de l'emploi et pour la souplesse du marché de la main-d'oeuvre n'est donc en définitive qu'un aspect de leur stratégie de toujours: asservir les travailleurs, les habituer à la passivité pour les décourager par avance de prendre en mains leurs propres affaires.

La riposte des travailleurs doit donc consister à résister à ces manipulations et non à discuter sur les bases patronales pour savoir si la produc-

.../...

tion, la consommation ou les investissements augmentent ou diminuent et de combien.

têtes de bois et oreilles d'ânes

Depuis quelques temps, les groupes politiques de toutes teintes fourbissent à grands cris leurs armes en vue du "grand combat" des municipales. Nous ne nous attarderons pas ici sur les tractations de couloir par lesquelles les différents partis montrent encore une fois leur incohérence doctrinale, mais bien sur les principes mêmes de la "lutte" électorale en régime capitaliste.

On sait parfaitement que, dans la période de centralisation accélérée que nous vivons, les élus municipaux, de quelle "couleur" qu'ils soient, ne représentent rien d'autre qu'un troupeau servile qui n'a plus qu'à courber l'échine devant les décrets officiels. L'exemple des municipalités dites "de front populaire" est bien là pour le montrer.

Mais le plus grave, c'est que l'on devrait avant tout se souvenir que, même dans le cas où les élus municipaux pourraient encore avoir quelque rôle à jouer, les électeurs n'ont alors aucune espèce de garantie quant aux actes d'un candidat élu, en leur nom, pour 5 ans, sur une suite de promesses que les faits ont toujours démenties.

" N'importe, dira-t-on, ces élections municipales permettront à la gauche de se compter avant les élections présidentielles ". Outre le fait que le procès des bureaucrates de ladite "gauche" n'est plus à faire, c'est encore une fois reculer pour mieux sauter, en oubliant la signification véritable de ces futures élections. Nous en reparlerons, car bientôt :

" Devant les électeurs à têtes de bois et oreilles d'ânes, les candidats bourgeois, vêtus en paillasses, danseront la danse des libertés politiques, se torchant la face et la post-face avec leurs programmes électoraux aux multiples promesses, et parlant avec des larmes dans les yeux des misères du peuple et avec du cuivre dans la voix des gloires de la France; et les têtes des électeurs de braire en choeur et solidement: hi han! hi han! "

La citation est de Paul LAFARGUE, militant du 19^e siècle. Elle montre assez combien, bernée par les bureaucrates de tout poil, la conscience révolutionnaire a pu rétrograder en plus d'un demi-siècle, pour que des travailleurs de bonne foi puissent croire encore à des promesses et à une tactique électorales qui ne sont plus que l'alibi sordide du capitalisme.

les ouvriers tchèques et la planification

Il est intéressant de savoir comment les ouvriers tchèques utilisent les ordres bureaucratiques pour résister à l'exploitation.

Chez SKODA, une des plus grandes entreprises de Tchécoslovaquie (12 à 15.000 ouvriers pour la production "autos" seulement) l'atmosphère est, comme partout dans le monde dit communiste, à l'amitié et à la collaboration avec l'Occident. On accueille libéralement les techniciens étrangers, français, allemands, même américains et les équipements ultra-modernes qui permettront de réaliser une production meilleure, plus compétitive que l'ancienne.

Non seulement on les accueille, mais on est même obligé de les garder longtemps, car ils sont les seuls à savoir faire marcher les machines neuves. En effet, l'ouvrier tchèque a reçu au début de l'année un ensemble de directives grâce auxquelles il atteindra la norme de production prévue au plan, et il s'en tient là. Les directives n'ont pas prévu l'utilisation de machines nouvelles; pourquoi saurait-il s'en servir? Alors le matériel mal utilisé et mal entretenu est recouvert au bout de quelques mois d'une telle couche de saleté qu'on dirait qu'il a 20 ans; les pannes sont fréquentes et les ingénieurs étrangers s'arrachent les cheveux et écrivent fréquemment pendant des heures de longs rapports sur ce qu'ils conseillent de faire, de façon à dégager leur responsabilité.

Entre temps, la production est gérée comme dans tout système bureaucratique, grâce à des réunions longues et nombreuses, où personne bien sûr ne prend la responsabilité d'une décision, sauf le report de la réunion au lendemain. Il faut dire que participent à cette réunion les inévitables membres du parti, totalement incompetents dans le domaine technique et donc incapables par nature de comprendre quoi que ce soit aux problèmes qui se posent à chaque instant dans la production. D'ailleurs, si par hasard quelqu'un est nommé à un poste pour lequel il est compétent, il est presque aussitôt déplacé ailleurs: moins on comprend ce qu'on fait, mieux ça vaut; il suffit de suivre des consignes administratives, c'est beaucoup plus sûr.

Ces quelques observations ont été faites tout récemment lors d'une visite de SKODA, à Prague, où l'on organise un branle-bas de combat pour faire face à la demande croissante de voitures par les particuliers. Mais la grève du zèle permanente que font les ouvriers, instinctivement semble-t-il, ralentit considérablement la marche des opérations; ils ont compris qu'ils ne travaillent pas pour eux, mais qu'ils sont exploités tout comme le prolétariat occidental, car tous obéissent à des ordres.

.../...

Dans le capitalisme occidental comme dans le capitalisme oriental, la production est dirigée par des bureaucrates, à l'Est plus encore qu'à l'Ouest et cette remarque éclaire d'un jour particulier la question de la capacité de la classe ouvrière à gérer elle-même la production; ceux qui s'affolent en disant ou en pensant que les producteurs n'ont pas assez d'intelligence ou de connaissances pour organiser leur propre travail, feraient mieux de s'étonner qu'il puisse y avoir encore une production qui sort quand les bureaucrates y mettent leur nez tout-puissant.

MOURIR POUR LA PRODUCTION

C'EST LE SORT LE PLUS BEAU.

Le 2 février, 21 mineurs du Pas-de-Calais ont été tués par un coup de grisou. Titre à la une (pendant 24 heures), discours ministériel, enterrement.

Un accroc toutefois: le lendemain 25 mineurs seulement sur 800 sont descendus. Comme le capitalisme moderne est humain, les grévistes n'ont pas été sanctionnés.

A quoi servent les ingénieurs, dont un camarade mineur nous disait récemment " qu'on ne les voyait jamais au fond de la mine "? On nous apprend pourtant que les Charbonnages de France sont équipés du système de sécurité qui passe pour le plus perfectionné d'Europe, la " télégrisométrie ".

Les dirigeants "ouvriers" ont protesté. Que penser de la valeur de ces protestations lorsqu'on sait que le ministre "communiste" LECOEUR, appuyé par toute la direction de la C.G.T., déclarait en 1946 aux mineurs rassemblés à Metz:

" Aujourd'hui, il n'y a pas de problème humain. Il faut que les mineurs " produisent coûte que coûte, même s'il faut que cent mineurs tombent sur le tas " de charbon, comme les soldats tombèrent à l'attaque pendant la guerre ".

Les capitalistes privés et les généraux envoyaient jadis les travailleurs mourir pour la patrie.

Les technocrates et les bureaucrates modernes se contentent de les faire mourir pour la production.

Dis-moi qui te défend, je te dirai qui tu es.

De FORTUNE FRANCAISE, 4 février 1965: " LA GREVE HUMANISEE "

" La France a connu, une fois de plus, pendant 48 heures, la grève, mais une grève étrange...

" Grève "humanisée" pour les uns, grève "bidon" pour les durs, ceux qui poussent aux actions totales, voire violentes...

.../...

" A la vérité, des négociations plus ou moins secrètes ont été menées
" entre les syndicats et le gouvernement. Pour les premiers, il ne fallait pas
" seulement ménager l'usager, mais aussi trouver une porte de sortie.

" En effet, sur quoi débouchait une action très dure, sinon sur une grè-
" ve illimitée, impossible dès lors que les syndicats doivent ménager un pouvoir
" qu'ils dénoncent, mais ne veulent prendre le risque d'écarter.

" Pour le gouvernement, il fallait sauver la face. L'autorité de l'E-
" tat ne doit pas être mise en échec. Et les directeurs généraux des entreprises
" nationalisées, personnages consulaires de haut rang, mais sans véritable au-
" torité, ont été conviés à demeurer maîtres des entreprises, même dans la grè-
" ve. Encore leur fallait-il disposer d'un minimum d'agents acceptant d'assurer
" une partie du service, pour sauver les apparences.

" D'où le modus vivendi accepté: les organisations syndicales ont lais-
" sé au travail du personnel qui se serait dérobé devant une réquisition offi-
" cielle. L'autorité de l'Etat était sauvée. En contrepartie, le gouvernement
" acceptait de revenir au dialogue: les syndicats pourraient reprendre le chemin
" des directions générales et se livrer à des discussions interminables justi-
" fiant leur raison d'être. Des directeurs, ils passeront aux ministres de tu-
" telle, qui n'ont pas davantage de pouvoir. Le cercle aura été bouclé. Il fau-
" dra revenir à Matignon. Plusieurs mois auront passé...

" Le pouvoir aura gagné une accalmie. Les syndicats auront pu souffler.
" Félicitons- nous de l'accalmie.

.....
" Une discussion doit s'ouvrir, où chacun sera placé devant ses respon-
" sabilités et devra indiquer nettement ce qu'il veut et peut faire. Sinon le
" gouvernement sera dépassé, comme les actuels syndicats, par des mouvements
" " sauvages ", animés par des éléments encore inconnus, qui se refuseront à
" humaniser ou à limiter les grèves, qui ouvriront une période d'incertitude
" absolue ".

Du " MONDE ", 2 février 1965: " GREVES DOUCES " (Henri Bordas)

" Après chaque grève les syndicats se déclarent satisfaits, et pareil-
" lement l'Etat, ou plutôt la bureaucratie d'Etat qui règne, soeur jumelle, ap-
" paremment adverse, mais en fait complice de la bureaucratie syndicale.

" Deux idées me sont venues pour les prochaines grèves.

" D'abord, il serait souhaitable qu'elles deviennent mensuelles, comme
" la foire du village: par exemple le dernier jeudi du mois. On pourrait, avec
" le calendrier, qui nous dirait à la fois les fêtes à souhaiter, la lune et les
" grèves, prendre ses dispositions d'avance.

" Il est enfin une nouvelle formule qui dépasserait encore en efficacité
" la grève douce.

" Il s'agirait d'une grève purement mentale. Tout le monde serait à sa
" tâche, tout fonctionnerait à merveille, aucun salaire ne serait perdu. Mais
" cet acte de foi ayant été, comme il se doit, médité puis proclamé et fixé à
" jour dit, chacun, en travaillant, penserait toute la journée, fortement, in-
" tensément, avec ferveur, au droit sacré et constitutionnel qu'il conserve de
" rester chez lui, le jour qu'il lui plaira, dans ses pantoufles d'homme libre.

" Mais qui donc pense encore en France aujourd'hui? "

Oui, vraiment, les bourgeois ont l'air d'avoir peur des stratèges
syndicaux.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**